

Energie,racket,service prétendu public....et résistance.

Jetez un coup d'œil sur votre dernière facture d'électricité: on vous fait payer au prix fort une énergie que vous n'avez pas choisie, vous payez des taxes locales sur cette énergie, puis la TVA au taux le plus éleva (20,6%) sur ces mêmes taxes.

C'est du racket

Surtout si vôtre activité, vôtre existence ou celle de vôtre famille en dépendent.

Surtout si vous appartenez à ces millions de ménages français (plus de 15%) qui survivent grâce aux minima sociaux.

Surtout si vous essayez de maintenir une activité indépendante nécessitant une consommation d'énergie

Surtout si vous galérez dans des emplois précaires sans revenu décent et une famille à charge.

Surtout si vous ne disposez que d'un chauffage électrique imposé dans un logement sans isolation .

Moins de 11° chez soi l'hiver, d'est monnaie courante. (Sachez que l'abandon du chauffage électrique permettant d'arrêter en France entre huit et dix réacteurs nucléaires... l'inancés par les impôts, dont 60% environ proviennem de la TVA, payée par les plus pauvres. La boucle est bouclée.)

Vous ne voulez plus payer à un prix démentiel une énergie qui vous est nécessaire, ni mendier ce qui vous revient de droit auprès des organismes sociaux (Fond împayé d'Energie,CAF,CCAS...), ni vous infliger de plus en plus de privations, alors que des milliards sont gaspillés à cause d'une politique incohérente de l'énergie. Vous en avez assez des surfacturations injustifiées qui vous punissent de n'être pas assez riche pour pouveir loger ailleurs que dans des appartements insalubres on hors normes.

Vous n'en pouvez plus de trembler en ouvrant vôtre dernière facture.

Vous ne supportez plus après une vie de labeur et une toute petite retraite, de devoir vous imposer cès restrictions.

ALORS RECLAMONS ENSEMBLE:

1/ La misc en place par EDF et les Régies d'un moratoire sur les dettes des personnes en difficulté.

2/ La suspension de tous les ordres de coupure et résiliation pour facture impayée.

3/ La mise en place de tranches sociales dans les tarifications, qui permettrait aux plus nécessiteux de régler leur facture sur la base du tarif le plus avantageux.

4/ L'accès gratuit au réseau et la suppression des abonnements pour les ayant droit à bas revenus.

5/ La suppression par l'Etat de la TVA sur l'énergie domestique.

La suppression de la part des taxes locales sur la consommation d'énergie grâce à une meilleure péréquation nationale.

NOUS DEMANDONS QUE SOIT GARANTI LE MAINTIEN D'UN SERVICE PUBLIC DIGNE DE CE NOM.

IL EST URGENT QU'UN DEBAT DE FOND SUR L'ENERGIE AIT LIEU TANT A L'ECHELLE LOCALE QUE NATIONALE,